

La revue parents

POUR L'ENFANT VERS L'HOMME

N°459/AVRIL 2025

Lycée

Un quotidien en apnée

Revue bimestrielle / ISSN : 0998-9153 / 2,28€



SANTÉ

**Cantines : la loi
Égalim à la peine**

NOS ACTIONS

**Les parents en lutte
contre les fermetures**



Clément,
**champion
du papy-sitting**



**Et si ses talents lui permettaient
de décrocher un vrai diplôme ?**

Trouver un métier et une formation en alternance
dans le secteur de la santé ou du social,
c'est possible sur **diplomesdelavie.fr**



5 Instantanés
10 Nos coups de cœur

13
Dossier
Lycée

Un quotidien en apnée

21
En pratique

ORIENTATION • Quoi faire... quand il ne sait pas quoi faire ?

SANTÉ • Cantines : la loi Égalim à la peine

PSYCHO • Comment parler d'une maladie parentale à ses enfants ?

ÉDUCATION • Devoirs à la maison : un facteur d'inégalités qui perdure

26
Décryptage

Les droits de la police à l'école

28
Regards croisés

SALOMÉ COJEAN/
COLIN DE LA HIGUERA

Comment l'IA va-t-elle bouleverser les pratiques pédagogiques ?

30
Initiative

Quand la pédagogie déploie ses voiles

32
Nos actions

34
Portrait
Benjamin Flohic

édito

L'école publique ne doit pas encore passer à la caisse !

“ L'État vient d'annoncer une baisse colossale de 40 milliards pour le budget 2026, faisant suite à une baisse déjà drastique de 30 milliards votée en février de cette année.

Les services publics seront encore les premiers impactés et le risque de voir l'école publique à nouveau amputée de ses moyens est grand. Alors que le besoin d'une école publique renforcée se fait cruellement sentir dans tous les territoires, les futures suppressions de postes se préparent déjà et la prochaine carte scolaire sera, à n'en pas douter, tout aussi violente que celle que nous vivons aujourd'hui.

Bâti scolaire, cantine, transport scolaire, école inclusive, enseignants non remplacés... les élèves et les familles vont encore faire les frais de cette gestion comptable qui fragilise un peu plus l'école publique, notre socle commun.

Les partis politiques qui croient à l'école publique et qui sont convaincus de son rôle déterminant pour construire un autre monde doivent d'urgence repenser l'école et son projet de société. Cela commence en 2026 avec les élections municipales et la FCPE prendra toute sa part pour contribuer aux débats locaux qui s'ouvriront dans les prochains mois.



ABDELKRIM MESBAHI
Président de la FCPE

Revue de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) IO8, avenue Ledru-Rollin, 75544 Paris Cedex 11 • Tél. : 01 43 57 16 16
• www.fcpe.asso.fr
• fcpe@fcpe.asso.fr

RÉDACTION
Directeur de la publication et de la rédaction : Abdelkrim Mesbahi
• Responsable de la revue : Laurence Guillermou • Rédactrice en chef : Alexandra Defresne •

Conception graphique : **CITIZENPRESS**
Rédactrices : Michèle Foin, Émilie Gilmer, Anne-Flore Hervé, Marianne Peyri.
• Infographie : David Lory •
Dessin p.34 : Bénédicte Govaert
• Crédits photos : iStock.

PUBLICITÉ
Mistral Média, 22 rue Lafayette 75009 Paris •
Tél. : 01 40 02 99 00 • mistralmedia.fr • Directeur général : Luc Leherécy.

IMPRESSION
Direct impression •
26 bis Boulevard de Beaubourg -
32, ZA Paris Est
77184 Émerainville.
Conformément à la loi n° 78 17 du 6 janvier 1978 informatique et libertés, chaque adhérent, abonné, assuré, dispose du droit d'information, de rectification et d'accès auprès de la FCPE.

Restons connectés !



Rendez-vous sur le site fcpe.asso.fr pour s'abonner gratuitement à la Revue des Parents.

Suivez-nous sur



fcpenationale



fcpe.nationale



fcpenationale

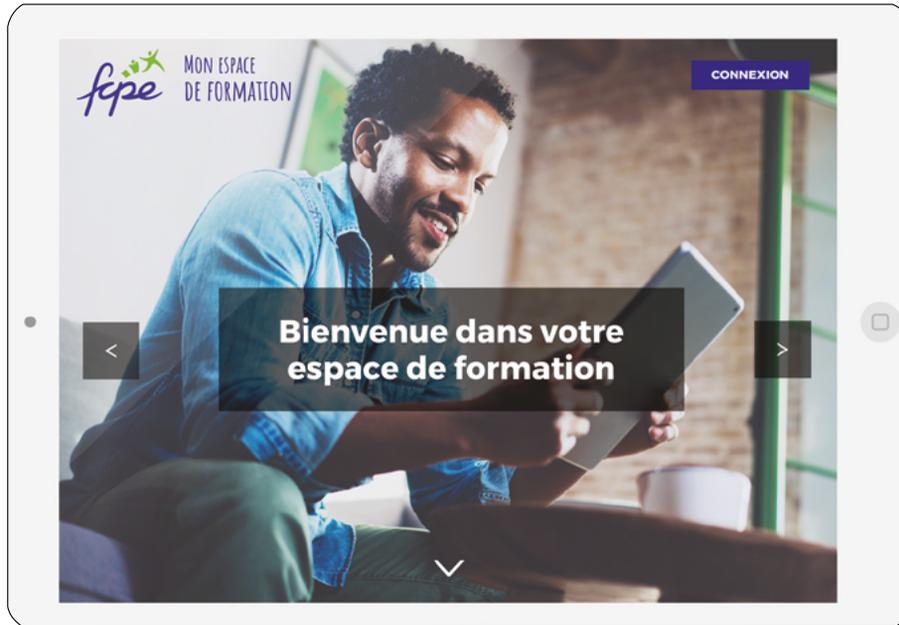
Des questions ?
Écrivez-nous



fcpe@fcpe.asso.fr

Pages spéciales départementales : 45.





J'AIME MON ÉCOLE PUBLIQUE.FR

*Un espace
de formation
pour les parents d'élèves*

Instantanés

Une sélection d'infos pour vous accompagner

RAPPORT

Pour des repas scolaires de meilleure qualité

« Près de la moitié des élèves d'école primaire dans le monde a désormais accès à des repas scolaires. Mais il faut aller plus loin en s'intéressant au contenu de l'assiette. Il faut privilégier des plats équilibrés, à partir de produits frais et transmettre aux enfants les bons réflexes alimentaires. » À l'occasion du sommet « Nutrition for Growth » organisé par la France les 27 et 28 mars 2025, l'Unesco a publié un nouveau rapport qui s'intéresse cette fois à la qualité des repas servis, alors que le taux d'obésité chez les enfants en âge d'être scolarisés a plus que doublé dans la plupart des pays depuis 1990.

unesco.org



MOBILITÉ

L'EUROPE EN TRAIN

Depuis le 2 avril, tout jeune âgé de 18 ans - né(e) entre le 1^{er} juillet 2006 et le 30 juin 2007 - peut candidater pour participer à DiscoverEU sur le Portail européen de la jeunesse. DiscoverEU permet de parcourir gratuitement l'Europe en train pendant un mois. 5 000 jeunes Français seront sélectionnés pour y participer.



Affaire Bétharram : la FCPE auditionnée

“**N**ous avons un rôle de vigie”, explique Grégoire Ensel, vice-président de la FCPE. Avec une présence sur le territoire « assez large » (140 000 adhérents et 101 associations départementales), qui permet des remontées d'informations, l'action de la fédération aide à « repérer les signaux faibles, engager, lorsque cela est possible, un dialogue immédiat avec le chef d'établissement et l'académie ».

Des échanges à géométrie variable

Le 27 mars 2025, la FCPE était auditionnée à l'Assemblée nationale dans le cadre de l'enquête menée par la commission éducation sur les modalités du contrôle par l'État et de la prévention des violences dans les établissements scolaires. Cette commission parlementaire a été créée le 19 février à la suite des révélations de violences morales, physiques et sexuelles au sein de l'établissement Notre-Dame de Bétharram dans les Pyrénées-Atlantiques.

Au cours de cette table ronde réunissant les trois associations de représentants de parents d'élèves, dont la Peep et l'Apel, Grégoire Ensel a rappelé que les statuts de la FCPE l'habilitent depuis 1998 à se porter partie civile et à aller en justice « quand c'est nécessaire ». Il a par ailleurs pointé du doigt des échanges à géométrie variable avec les instances académiques, en fonction de la qualité des relations avec les représentants de parents locaux.

Interrogée sur le plan “Brisons le silence, agissons ensemble”, lancé le 17 mars par la ministre de l'Éducation nationale, la FCPE a formulé plusieurs propositions d'amélioration pour mieux traiter les faits de violence et les faire cesser, dont la création d'une agence nationale publique de contrôle des établissements privés sous contrat. « Nous demandons que ces rapports soient publiés, car les parents ont le droit de savoir. »



REVOIR
la table ronde en replay.



On en parle !

1.

DÉCHARGES

À la suite de la gronde des directeurs d'école et des parents d'élèves, la ministre de l'Éducation nationale, Elisabeth Borne, a décidé « un moratoire sur les suppressions de décharge d'enseignement », initialement prévues à la rentrée 2025 pour les directeurs d'école parisiens.

2.

LIVRET

Pour mieux accompagner les adolescents dans leur vie numérique, la CNIL a édité un livret dédié aux adultes qui les entourent : parents, enseignants, éducateurs... Des conseils sont délivrés sur 7 thèmes, dont la géolocalisation et les services en ligne.



3.

PASS COLO

Votre enfant est né en 2013 ou en 2014 et souhaite partir en colo ? Découvrez le Pass colo, une aide financière allant de 200€ à 350€, si votre quotient familial est inférieur ou égal à 1500€.

Si vous n'êtes ni allocataire CAF ni adhérent MSA, la Jeunesse au Plein Air peut vérifier votre éligibilité rendez-vous sur jpa.asso.fr/passcolo.



SANTÉ

UN SONDAGE ALARMANT SUR LE SIDA

À l'occasion du Sidaction 2025 en mars, l'association a publié une nouvelle enquête sur le VIH auprès des jeunes de 15 à 24 ans. Les résultats sont alarmants : idées reçues en forte progression, méconnaissance des moyens de prévention, trop faible recours au dépistage et stigmatisation persistante à l'égard des personnes vivant avec le VIH. Si trois jeunes sur quatre se déclarent bien informés, les fausses informations n'ont

pourtant jamais été aussi répandues : 39 % pensent que l'on peut guérir du sida. Côté prévention, sept jeunes sur dix considèrent comme peu probable, voire improbable, de contracter un jour le virus. Une perception erronée qui entraîne une banalisation du risque. Sidaction appelle à une intensification du dépistage, et insiste sur la nécessité de déployer le programme EVARS dès la rentrée prochaine.

LIVRE BLANC

Le Medef formule 14 propositions pour l'orientation

« Chaque jeune doit devenir l'entrepreneur de son destin. À nous de les accompagner ».

Pour le président du Medef, Patrick Martin, la bataille de l'orientation doit s'imposer comme une cause nationale. Le 17 mars 2025, l'organisation, qui a auditionné la FCPE, a publié un livre blanc pour rapprocher aspirations des jeunes et besoins des entreprises. Au total, 14 propositions, formulées autour de 6 constats et de 3 grands enjeux. Parmi elles, la formalisation entre l'État, les régions et les partenaires sociaux d'une stratégie nationale d'orientation pour la mise en œuvre de parcours d'orientation contextualisés par territoire ; rendre effectives les heures prévues pour l'orientation, « aujourd'hui ni budgétées, ni programmées ». Une situation que la FCPE dénonce !



EN SAVOIR PLUS :

Internet Lire le livre blanc « Un jeune bien orienté, un succès pour tous » : medef.com

Assurance scolaire

De la maternelle aux études supérieures

Qui accompagne ses élèves de A à Z ?



LA MAE EST TOUJOURS À VOS CÔTÉS POUR ASSURER VOTRE MISSION AVEC SÉRÉNITÉ!

AVEC L'ASSURANCE SCOLAIRE MAE, VOS ÉLÈVES SONT PROTÉGÉS PLUTÔT DEUX FOIS QU'UNE !

Les enfants sont couverts pour les dommages qu'ils peuvent causer (**responsabilité civile**), mais aussi pour les dommages corporels dont ils peuvent être victimes ou s'ils se blessent seuls (**garantie individuelle accident**). En cas d'accident, c'est aussi une sécurité pour les enseignants dont la responsabilité peut parfois être engagée si des élèves ne sont pas bien assurés.

Adhésion sur mae.fr

Recommandée par la



Pour toute information, contactez la MAE au 02 32 83 60 00

Éducation artistique et culturelle : un pilotage peu efficace



GUIDE

PAREILS, PAS PAREILS

On a tous une particularité, quelque chose qui nous distingue et nous rend unique, et nous avons aussi beaucoup de choses en commun, ce qui nous permet de trouver notre place dans le groupe.

Dans ce guide, qui parle des enfants que l'on dit dys, autistes et TDAH, les expertes Isabelle Filliozat et Fabienne Cazalis expliquent aux lecteurs dès 6 ans comment vivre ensemble dans la même classe. Un chouette ouvrage sur l'inclusion.

Éd. Nathan, 8,90 €.

BAROMÈTRE

Reprise mitigée du marché des séjours linguistiques

Quelles sont les grandes évolutions du marché des séjours éducatifs et linguistiques en France ? Pour la première fois, l'Office national de garantie des séjours linguistiques et éducatifs et l'Unosel ont mutualisé les données de leurs adhérents pour publier des statistiques communes sur les départs en séjours linguistiques, voyages scolaires et colonies de vacances en 2024. Force est de constater que cinq ans après la crise Covid, le secteur n'a pas retrouvé ses volumes habituels, avec une baisse des inscriptions en 2024 de -33% par rapport à 2019. Les voyages scolaires éducatifs sont, eux, en hausse de plus de +5% par rapport à 2023, tandis que l'activité des colonies de vacances a été quasiment similaire à celle de 2023 (-1%).

loffice.org

L'effort public consacré à l'éducation artistique et culturelle s'est élevé en 2023 à 3,5 Md€, dont 3 Md€ de financements de l'État et environ 600 M€ des collectivités territoriales. La difficulté d'attendre tous les élèves tient moins à un manque de moyens qu'à l'organisation générale insuffisante, estime la Cour des comptes dans un rapport publié le 14 février, sur l'éducation artistique et culturelle dans l'enseignement scolaire. Une évaluation qui met en évidence trois conclusions. En premier lieu, malgré l'affirmation du principe d'universalité de l'éducation artistique et culturelle, et en dépit des financements croissants mobilisés, l'accès à la culture reste tributaire des ressources de proximité et des moyens que les collectivités peuvent lui accorder, laissant persister des inégalités territoriales.

Un recensement des actions nécessaire

Ensuite, pour les magistrats, l'organisation de l'enseignement scolaire au sein des établissements, ne permet pas de garantir à tous les élèves un accès systématique aux actions et dispositifs d'éducation artistique et culturelle, ni même de les recenser de façon exhaustive. La cohérence du parcours entre les diffé-



rentes étapes de la scolarité mais aussi entre les temps scolaire et périscolaire n'est pas assurée. Enfin, la Cour juge la gouvernance de cette politique, « insuffisante au plan national ». Elle constate qu'elle est diversement organisée dans les territoires, alors que la multiplicité des partenaires et des dispositifs nécessite un pilotage efficace.

Huit recommandations ont été formulées, dont l'organisation systématique du parcours d'éducation artistique et culturelle dans la totalité des classes des écoles, collèges et lycées dès 2025.

+ EN SAVOIR PLUS : [Internet ccomptes.fr](http://Internet.ccomptes.fr)

PÉTITION

Pour une santé à l'école digne et efficace !

Face à une jeunesse fragilisée par l'instabilité de notre époque et un avenir incertain, la santé physique et mentale des élèves se détériore.

Dans ce contexte, les 7 816 infirmières de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur jouent un rôle essentiel, offrant écoute, soins et accompagnement aux élèves. Pourtant, faute de moyens suffisants, leur mission est aujourd'hui en péril. C'est pourquoi, le 17 mars, le SNICS-FSU, syndicat des infirmier.es de l'Éducation nationale, a lancé une pétition intitulée « Les infirmières, on y tient, on les retient », dans laquelle les personnels réclament des créations de postes, une reconnaissance statutaire, un abandon de la réforme annoncée, et une revalorisation salariale.



18

MILLIONS

C'est le nombre de consultations réalisées chaque année par les infirmières scolaires.

Agir pour la prévention à l'école avec la MAE

Numéro 1 de l'assurance scolaire et acteur de référence au service de l'éducation, la MAE propose gratuitement des outils pédagogiques et des actions de prévention dans les classes, et contribue ainsi à mieux protéger les élèves. Une expertise unique, reconnue et agréée par le ministère de l'Éducation nationale.

- ACCIDENTS DE LA VIE COURANTE ET GESTES DE PREMIERS SECOURS
- SENSIBILISATION AUX ÉCRANS
- VIOLENCE ENTRE PAIRS
- SÉCURITÉ SUR LES CHEMINS DE L'ÉCOLE
- ÉDUCATION À LA SANTÉ

Retrouvez nos contenus
prévention ENSEIGNANTS sur

mae.fr



L'expertise de la MAE au service de la prévention

AP PREV 07-24 - Fédération MAE SOLIDARITÉ, association à but non lucratif régie par la loi de 1901, sise 14 rue Moncey - 75009 Paris - Crédit photo : MAE

AGRÉÉE PAR LE MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE


MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Nos coups de cœur

Expos sympas, films à voir, bouquins à lire...
des idées **pour toute la famille** !



© DR

CHERBOURG

LA MÉMOIRE DU TITANIC

À l'occasion du 40^e anniversaire de la découverte du Titanic, la Cité de la Mer à Cherbourg présente une nouvelle collection d'objets remontés de l'épave. Bijoux, boutons d'uniforme, bagages... permettent de raconter les destins des voyageurs, celui des passagers de la Ire classe profitant du luxe à bord, ou celui des émigrants de 3^e classe rêvant de vivre le rêve américain...

Internet citedelamer.com

PAPIER

Voyage au Royaume-Uni

Cinq ans après le Brexit, la traversée de la Manche se complique pour les ressortissants européens. Depuis le 2 avril 2025, les voyageurs devront être en possession d'une autorisation électronique de voyage (ETA), au prix de 12 euros, pour se rendre au Royaume-Uni.

Internet gov.uk



FESTIVAL

PARTIR EN LIVRE

Transmettre le plaisir de lire aux enfants, aux ados et à leur famille, à travers des milliers d'événements organisés partout en France. C'est chaque année l'objectif du grand festival piloté par le Centre national du livre. « Les animaux et nous » seront au cœur de cette 11^e édition, du 18 juin au 20 juillet 2025.



partir-en-livre.fr

ALLIER

Nouvelle saison à Paléopolis

Paléopolis, le parc dédié à la paléontologie dans l'Allier, a rouvert ses portes le 5 avril pour une nouvelle saison. Au programme, cinq nouveaux dinosaures à taille réelle sont à découvrir, dont un diplodocus, un reptile marin, un autre volant. Autre nouveauté : une application pour rendre son exposition scientifique plus interactive.

Internet paleopolis-parc.com



© DR

BANDE DESSINÉE

JEUX DE CLASSES

Inspirée par la pensée de l'économiste Thomas Piketty, cette bande dessinée, signée Quentin Vijoux et Julie Scheibling, s'adresse aux collégiens dès 12 ans qui commencent à s'interroger sur la manière dont tourne le monde, et plus particulièrement sur la question cruciale de l'égalité.

Ed. Seuil jeunesse, 13,50 €.

L'univers singulier de Wes Anderson

CINÉMA

En visite libre ou guidée, la Cinémathèque française vous propose, jusqu'au 27 juillet 2025, une plongée dans l'univers, reconnaissable entre mille, du cinéaste Wes Anderson. Cette exposition, première consacrée à l'œuvre du réalisateur américain, permet de découvrir l'évolution de son travail, depuis ses premiers pas dans les années 90, jusqu'à son film le plus récent, récompensé aux Oscars.

La Famille Tenenbaum, La Vie aquatique, Fantastic Mr. Fox... : une rétrospective intégrale de ses films est aussi programmée. Les enfants de 9 à 14 ans, sont quant à eux invités à participer – sur réservation le dimanche – à quelques ateliers inédits.

cinematheque.fr



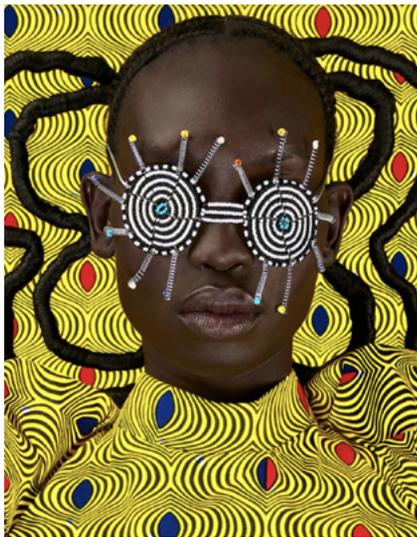
ROMAN



Une fille difficile

Un récit d'Elsa Flageul sur l'adolescence à travers deux personnages qui ne se connaissent pas mais qui se questionnent sur l'amour, le désir, le sexe. Puis, c'est la rencontre. Réussiront-ils à ne pas être une femme et un homme difficile l'un pour l'autre ?

Éd. Mialet-Barrault, 19 €.

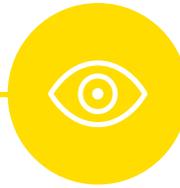


EXPO

WAX

Né en Indonésie en 1872, le wax, emblématique tissu coloré de l'Afrique, a rencontré un vif succès bien au-delà de ce continent. Une exposition en deux volets lui est dédié au Musée de l'Homme à Paris : l'un consacré à l'histoire du tissu, et l'autre à son actualité sur la scène de la mode, du design et de l'art contemporain. Une explosion de couleurs à admirer jusqu'au 7 septembre 2025.

+ museedelhomme.fr



© MAHJ/Niels Forg

#DREYFUS

L'affaire Dreyfus, moment crucial de l'histoire de France. Une exposition, une BD, un podcast qui se complètent pour replonger dans ce complot du XIX^e siècle.

EXPOSITION

ALFRED DREYFUS, VÉRITÉ ET JUSTICE

L'exposition du Musée d'art et d'histoire du judaïsme nous dévoile, grâce à des centaines de documents, le combat acharné de Dreyfus pour faire éclater la vérité, corrigeant l'image d'un homme spectateur de la machination qui le conduisit à passer plus de quatre années sur l'île du Diable. Il mettra encore sept ans à lutter pour sa réhabilitation.

Jusqu'au 31 août 2025 : mahj.org



BANDE DESSINÉE

J'ACCUSE

De 1894 à 1906, l'affaire Dreyfus défraie la chronique. L'auteur en décortique les mécanismes grâce à un objet hybride entre la bande dessinée, la presse illustrée du XIX^e siècle et les dispositifs médiatiques contemporains. Par quels rouages un événement initialement anecdotique a pu diviser la société autour d'un grand conflit de valeurs ?

De Jean Dytar, Éditions Delcourt, 19,99 €.



PODCAST

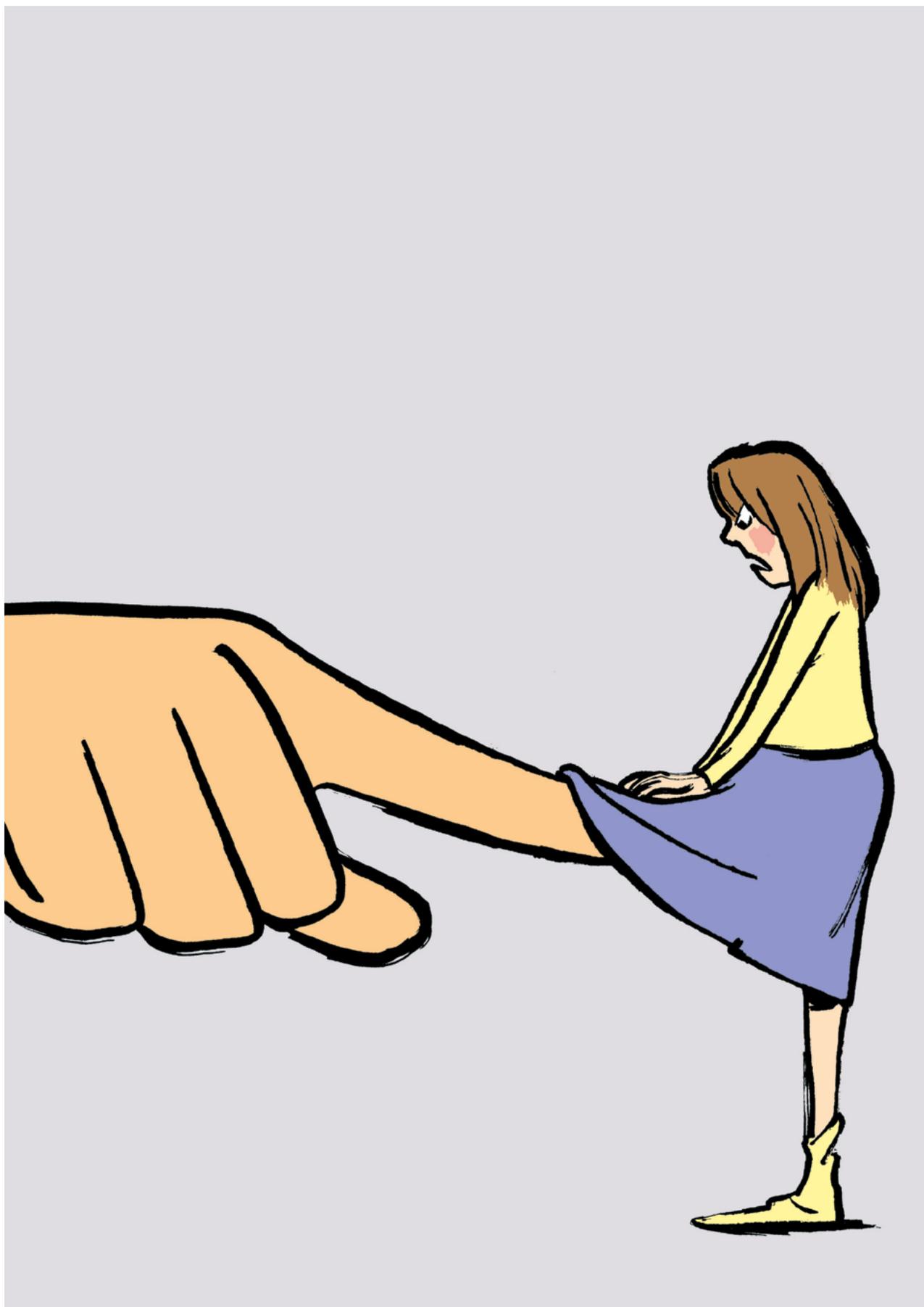
ALFRED DREYFUS, LE COMBAT DE LA RÉPUBLIQUE

Un regard vers le passé pour éclairer notre présent. Voici un podcast qui fait entendre les voix de grands historiens sur une querelle française qui commence à s'estomper dans les mémoires. Pourtant, c'est une balafre autour de laquelle s'est redessinée la société française du XX^e siècle. Passionnant !

France inter, série en 10 épisodes.



#STOPINCESTE





3 BONNES RAISONS

DE LIRE CE DOSSIER !

1. Comprendre les raisons de leur burn-out
2. Évaluer les facteurs de risque
3. Trouver des solutions

Lycée

Un quotidien en apnée

Télescopée par le Covid et fragilisée par son instabilité, **la réforme du lycée**, initiée par Jean-Michel Blanquer, ne produit toujours pas les effets escomptés cinq années après sa mise en œuvre. Pire, elle continue à crispier la communauté éducative... avec des nuances selon les points de vue.

Texte :
ANNE-FLORE HERVÉ

Beaucoup d'ambition pour peu de moyens

Les épreuves communes de contrôle continu (E3C) ont été enterrées, les mathématiques sont redevenues obligatoires en classe de première et les épreuves de spécialités ont été décalées en juin dès la rentrée 2023... Depuis deux ans, la réforme du lycée, instaurée à la rentrée 2019, semble se stabiliser.

Aurait-elle - enfin - amorcé sa vitesse de croisière ? Pas si sûr... Chaque début d'année, le stress Parcoursup revient dans l'actualité. S'ajoutent au mois de mars le choix des trois spécialités en seconde et l'abandon de l'une d'entre elles en première : des décisions qui mettent sous pression les élèves – et leurs parents –, conséquence délétère d'une réforme qui a du mal à tenir ses promesses. Les langues se délient alors révélant insatisfaction, inquiétude voire rejet, notamment chez les militants du syndicat national des enseignants de second degré (Snes-FSU), malmenés par la valse des annonces et déstabilisés par celle des ministres.

« Cette réforme est catastrophique », lâche une professeure de SVT¹, enseignante depuis trente-six ans. « Nous avons le sentiment d'être passés d'un programme à enseigner à un programme à évaluer pour Parcoursup », continue un enseignant en SES². Quant à l'introduction d'une épreuve de culture mathématique en fin de première, « personne ne demandait cela, si ce n'est les formations supérieures pour sélectionner les élèves, estime le responsable du groupe maths du Snes-FSU. Ça veut dire que l'on accepte que des élèves ne fassent plus de mathématiques en terminale, alors qu'il faudrait les enseigner tout au long du lycée et à tous les élèves selon leur niveau. »



« Maintenant que nous avons un peu de recul, il va falloir ajuster pour que ces parcours soient plus justes et plus fonctionnels. [...] Il faudra des moyens. »

— LINE NEEFF, MEMBRE DU SYNDICAT DES PERSONNELS DE DIRECTION



58%

EN 2024, LA SPÉCIALITÉ mathématiques est la première choisie par les garçons. Suivie par la physique-chimie (38%) et les SES (32%).
(Source : *Depp*)

Au-delà du prisme de leur discipline, les enseignants constatent unanimement une augmentation du stress chez leurs élèves à cause du contrôle continu – dont la règle du jeu est pourtant définie par le protocole d'évaluation de l'établissement – qui détermine le classement sur Parcoursup. « C'est frappant dès la seconde », remarque un enseignant de physique-chimie en STI2D³.

Un manque de parité dans la filière scientifique

La liste des griefs est loin d'être finie. Lourdeur des programmes « empêchant d'approfondir les notions difficiles » ; fin du groupe classe « nuisant au suivi des élèves » ; réduction des choix de spécialités « en raison des suppressions de postes » ; baisse des effectifs dans les options facultatives ; recul net des filles dans les matières scientifiques... « En instaurant des choix individuels, la réforme a balayé tout le travail qui avait abouti à une parité dans la filière scientifique de l'ancien lycée », se désole le secrétaire académique du Snes-FSU Bretagne.

De là à dire que, le lycée, c'était mieux avant 2019, il n'y a qu'un pas... que n'a pas l'intention de franchir Jean-Charles Ringard, inspecteur général honoraire,

co-président avec Pierre Mathiot du comité de suivi de la réforme de septembre 2019 à juillet 2023. « Le précédent lycée général, celui de Bayrou et des filières L, ES, et S avait plus de vingt ans, rappelle-t-il. Plusieurs études menées entre 2012 et 2017 pointaient ses dérives et ont motivé la réforme. »

La série S, devenue filière de prestige, attire alors plus de la moitié des lycéens, tandis que la moitié des lycéens ayant obtenu un bac S suivent des études scientifiques. Ce hiatus entre le scolaire et le supérieur est également illustré par la licence en trois ans que n'obtiennent que 41 % des bacheliers. Sans oublier la lourdeur du bac... « En 2017, la France était championne d'Europe du nombre et de la durée des épreuves l'année de terminale », souligne l'inspecteur général honoraire avant d'ajouter la course aux options et leurs conséquences trompeuses : « par leur prise en compte dans la note finale, un élève en S pouvait avoir mention bien avec des notes moyennes dans les matières scientifiques... »

Pour corriger le tir, la notion de cohérence de parcours apparaît dans la réforme Blanquer. « Le principe, c'est la spécialisation progressive, rappelle Jean-Charles Ringard. Un parcours à la carte, reposant sur le libre choix de l'élève, fondé sur l'idée que, si l'élève choisit son parcours, il sera davantage motivé et donc davantage en réussite scolaire. »

La santé mentale des lycéens est en jeu

Sur le papier, les textes séduisent, notamment les parcours personnalisés des élèves, mais leur mise en œuvre modifie profondément l'organisation des enseignements. « Ça a été un choc », reconnaît Line Neeff, membre du syndicat des personnels de direction (SNPDEN). Sur le terrain, la complexité des emplois du temps met en concurrence les spécialités mais, surtout, l'organisation plus ou moins effective des 54 heures d'orientation - qui n'ont pas été rendues obligatoires⁴ - aboutit à un accompagnement inégal selon les lycées.

La dotation horaire globale (DHG), insuffisante, oblige les établissements à trancher entre travaux dirigés,

« Il faut accepter de se dire que les lycéens post-covid, en surcharge de travail et sous pression, ne vont pas bien. »

GRÉGOIRE ENSEL, VICE-PRÉSIDENT DE LA FCPE

spécialités et heures d'orientation... « Maintenant que nous avons un peu de recul, il va falloir ajuster pour que ces parcours soient plus justes et plus fonctionnels, indique-t-elle. Mais pour améliorer la réforme, on n'aura pas le choix : il faudra des moyens. »

Le mot qui fâche est lâché. Mais ce manque est criant, surtout sur la question de l'orientation. Si les 54 heures ne sont pas fléchées et que les professeurs principaux ne sont pas formés, comment peuvent-ils accompagner correctement leurs élèves tout au long du lycée pour qu'ils choisissent en étant suffisamment éclairés ? La FCPE, membre du comité de suivi, l'a signalé à maintes reprises, relevant dès 2018 une ambition entachée de réductions de postes.

Mais aujourd'hui, ce qui l'alerte le plus, c'est la santé mentale des lycéens de la voie générale. « On leur demande d'ingurgiter un volume de savoirs extrêmement dense dans un monde beaucoup plus complexe et anxiogène que celui de leurs parents, constate Grégoire Ensel, vice-président de la FCPE. Il faut accepter de se dire que les lycéens post-covid, en surcharge de travail, stressés par les coefficients du contrôle continu et sous pression avec Parcoursup, ne vont pas bien. Il est urgent d'évaluer la réforme, car elle ne produit pas les effets escomptés. »

- (1) Sciences de la vie et de la terre.
 (2) Sciences économiques et sociales.
 (3) Sciences et technologies de l'industrie et du développement durable.
 (4) Arrêté du 16 juillet 2018, classe de seconde ; Arrêté du 16 juillet 2018, cycle terminal.



24%

EN 2022,
 24 % des lycéens ont déclaré des pensées suicidaires au cours des 12 derniers mois, selon l'enquête EnCLASS.

L'AVIS DE LA FCPE

UN BILAN URGENT ET NÉCESSAIRE

Parmi les ajustements qui pourraient réduire la pression scolaire sur les élèves, la FCPE préconise une révision des coefficients pour les épreuves terminales du baccalauréat, notamment le coefficient 16 pour les deux spécialités choisies. Le droit à l'erreur a toujours été défendu par la fédération. Un "accident" de note ne devrait pas faire basculer l'avenir d'un élève. Par ailleurs, le calendrier

Parcoursup génère encore trop de stress, avec des vœux décisifs qui arrivent trop tôt dans l'année. Enfin, face aux imperfections constatées, tant par les enseignants que les élèves, la FCPE estime qu'un bilan urgent et nécessaire. Il est temps que cette réforme de 2019 soit stabilisée pour éviter les mesurette à répétition qui bousculent toute la communauté éducative.



EN SAVOIR PLUS :

Librairie Dans ce rapport de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGÉSR) publié en janvier 2025, les deux auteurs préconisent une meilleure liaison collège-lycée afin de mieux accompagner l'entrée en seconde des élèves.





Sur le terrain ...

“Il y a plein de parcours de réussite

Aline Vansoeterstede, docteure en psychologie à l'université Paris cité, explique les facteurs de risque qui contribuent au stress des élèves et évoque quelques pistes pour une orientation « heureuse ».

Connait-on le nombre de jeunes stressés par l'école ?

À ma connaissance, il n'existe pas d'étude à grande échelle avec un échantillon représentatif d'élèves français. Les recherches disponibles suggèrent qu'en France, peu d'élèves se déclarent stressés par l'école avant la 6^e. Ce stress commencerait à se manifester davantage en 5^e et s'intensifierait progressivement, atteignant son niveau le plus élevé au lycée général. Dans ma thèse² sur le burn-out scolaire, environ 15% de lycéens ne vont vraiment pas bien dans leur rapport à l'école.

Est-ce uniquement l'école qui génère du stress chez les jeunes ?

Il ne faut pas sous-estimer le poids de l'école où les jeunes passent le plus de

temps, mais il y a d'autres sources de stress qui vont se cumuler. Le cadre de vie en est un. Par exemple, s'ils habitent dans des quartiers exposés à de la violence ou s'ils sont obligés de passer beaucoup de temps dans les transports. Le milieu familial en est un autre : maladie, violence intrafamiliale... Être pauvre est aussi une source majeure de stress dans la vie des enfants comme des adultes.

Revenons au stress lié à l'école et plus précisément au lycée général. Comment s'explique-t-il ?

Il s'explique d'abord par la charge de travail qui augmente. La seconde est vraiment un palier où il faut que les élèves saisissent ce qu'on attend d'eux. Il s'explique aussi par la pression à réussir, indissociable de la peur de l'avenir et, donc, de l'orientation. C'est un peu un package dans

ILS TÉMOIGNENT

Aurore, mère d'Emma en terminale

« Comme sa sœur aînée, ma fille ne bénéficie d'aucun accompagnement à l'orientation dans son lycée mais, contrairement à sa sœur qui s'est débrouillée seule, Emma a besoin d'être accompagnée sur Parcoursup... Ce rôle nous revient, du coup. En première, ma fille ne savait pas ce qu'elle voulait faire. « Sur Parcoursup, tu vas choisir les matières qui te plaisent. En master, tu choisiras ton métier », lui a expliqué sa sœur. Aujourd'hui, elle aimerait devenir vétérinaire mais elle a abandonné la spécialité SVT en première... Est-ce que ce choix va desservir ses vœux ? On ne sait pas. En tout cas, elle a demandé des formations non sélectives au cas où. Nous la préparons aux réponses de Parcoursup. Ça peut être violent de n'être pris dans aucune école de véto, mais c'est statistique. Il n'y a pas de la place pour tout le monde. »

Sencha, élève de terminale

« Je ne suis pas quelqu'un de stressée, contrairement à beaucoup d'élèves dans ma classe. Mais ça ne m'empêche pas de trouver le contrôle continu dur et long. À 16 ans, il faut déjà penser aux notes de Parcoursup mais moi, je n'étais pas prête et je ne savais pas ce que je voulais faire. Depuis que je suis en terminale, je le sais. Du coup j'ai des bonnes notes, mais il y a quand même toutes celles de l'année dernière. Je ne comprends pas non plus le coefficient 16 de la spécialité qu'on abandonne en terminale. J'ai abandonné les maths parce que je galérais et maintenant, je pars avec un malus pour le bac. Je trouve ça dommage. »

Jade, élève de terminale

« Le contrôle continu est représentatif de notre travail personnel tout au long de l'année. Mais il compte plus que le bac, donc c'est beaucoup plus stressant. Mais depuis que les notes sur Parcoursup sont arrêtées au printemps, on se relâche et on respire. Maintenant, c'est le classement qui compte et ça crée une tension pas très agréable. Mon stress est lié à Parcoursup. Pas trop au bac. »



dans la vie”

la tête des élèves. Ils ont une conscience aigüe que les notes vont conditionner leur orientation. Une autre source de stress moins fréquente, c'est le bruit auxquels sont exposés les élèves à la cantine et en classe. Les élèves qui vont le plus mal, y sont sensibles. Sans oublier les relations avec les copains, les profs ou encore les parents, notamment au sujet de l'école...

Les parents sont aussi stressés pour l'avenir de leur enfant...

Cette pression sur l'éducation touche tout le monde parce que nous sommes dans des sociétés qui sont de plus en plus compétitives et dans lesquelles il va falloir tirer son épingle du jeu. Un des moyens de s'en sortir, c'est d'avoir des diplômes. Quand j'étais psychologue de l'Éducation nationale, des parents me disaient : il faut absolument avoir telle prépa parce que sinon...

Mais sinon quoi ? Quand on creuse, on se rend compte qu'ils sont dans des boucles de « catastrophisation » : « Il faut la meilleure prépa, sinon mon enfant va finir sous les ponts ».

Comment sortir de cette boucle, notamment face à Parcoursup ?

En démystifiant la meilleure prépa – ou la meilleure fac – et en imaginant des plans B, C ou D. Une autre prépa ou une autre fac, c'est très bien aussi. Il y a plein de parcours de réussite dans la vie. Mais c'est difficile de tenir ce discours-là en temps de crise.

Comment aider les jeunes pour qu'ils aillent mieux ?

Si on parle d'orientation au lycée, ils ont besoin d'être accompagnés par des professionnels formés tout en leur rappelant qu'ils peuvent se réorienter en première

année d'études supérieures. Rien n'est définitif. Si on parle de santé mentale, il faut revenir à des choses très basiques qui n'ont pas grand-chose à voir avec la psychologie : dormir avant minuit, manger varié et équilibré et faire de l'exercice physique. C'est aussi bien de le rappeler.

(1) Elle est également attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) au Conservatoire national des arts et métiers (CRTD-Inetop), et membre associée du LPPS. Elle a exercé pendant six ans comme psychologue de l'Éducation nationale.

(2) Sa thèse porte sur les mécanismes de coping (concept désignant les mécanismes qui nous permettent de faire face à une situation de stress particulièrement intense) en lien avec l'engagement dans le travail scolaire et le burn-out scolaire chez des lycéens.

Lycée pro : une transformation en cours

Tandis que la réforme du lycée général continue à alimenter le débat, celle des lycées professionnels se déploie depuis la rentrée scolaire 2023. Elle concerne un tiers des jeunes, soit **621 600 élèves.**

Portée à l'époque par Pap Ndiaye, ministre de l'Éducation nationale, cinq ans après celle de Jean-Michel Blanquer, cette nouvelle réforme du lycée professionnel repose sur un constat : d'une part, la difficulté à trouver un emploi après l'obtention du diplôme ; d'autre part, le décrochage dans l'enseignement supérieur en cas de poursuite d'études. Mise en place dans un très temps très réduit, son application bouscule de manière significative les organisations pédagogiques et les périodes de formation en milieu professionnel. Parmi les douze mesures annoncées, voici celles qui visent à mieux accompagner chaque lycéen et à lutter contre le décrochage.

Enseignement à effectifs réduits

Un renforcement des savoirs fondamentaux a été mis en place dans les lycées professionnels volontaires dès la rentrée 2023 et s'est généralisé cette année. Les établissements sont dotés d'heures complémentaires (3 heures hebdomadaires par classe) pour travailler en classe réduite et améliorer les compétences des élèves, mais aussi leur permettre de finaliser un projet dans des conditions d'enseignement améliorées avant de faire un choix en terminale.

Des stages gratifiés en euros

Depuis la rentrée 2023, les élèves reçoivent une gratification en euros lorsqu'ils sont en stage. Cela représente 50 € par semaine pour les lycéens en 1^{re} année de CAP et en seconde ; 75 € pour les lycéens en 2^e année de CAP et en première ; et 100 € pour

les lycéens en terminale. Un élève de lycée professionnel peut ainsi recevoir jusqu'à 2 100 € de gratification sur un cycle de trois années. L'assiduité de l'élève, à l'école comme en entreprise, est prise en compte au moment du versement.



Un parcours en Y en terminale

Depuis cette année, les élèves de terminale doivent faire un choix au mois de mars entre la poursuite d'études dans l'enseignement supérieur (via Parcoursup) ou s'insérer dans le monde professionnel. Cette décision modifie de manière significative le dernier trimestre. En cas de poursuite d'études, ils suivent une formation intensive pour acquérir les prérequis de réussite dans l'enseignement supérieur. Dans le cas où ils choisissent de s'insérer sur le marché du travail dès l'obtention du bac, ils effectuent un dernier stage de six semaines ayant vocation à favoriser une insertion directe dans l'emploi.

Une évaluation diligentée

Conscient que le lycée professionnel a connu de nombreux changements ces dernières années, Alexandre Portier, ministre délégué à l'Enseignement professionnel au sein du gouvernement Barnier, a admis en novembre 2024 le besoin « de retrouver un petit peu de sérénité ». Il n'entendait pas « changer les règles du jeu » et défendait « une année de stabilisation et de consolidation et dans le même temps, d'évaluation ». Il avait indiqué que l'inspection générale avait été missionnée pour réaliser un suivi du lycée professionnel afin d'analyser ce qui fonctionne et ce qui doit être amélioré.

L'AVIS DE LA FCPE

Pour la FCPE, la priorité est de rendre la voie professionnelle attractive pour les jeunes en leur permettant des possibilités de poursuite d'études. La voie professionnelle ne doit plus être considérée comme une voie de relégation, petit à petit privée de moyens et voyant ses enseignements généraux fondre comme les glaciers alpins. Par ailleurs, l'État ne doit pas fermer les lycées professionnels publics au profit des écoles de production et CFA privés.

C'EST QUOI CES SPÉCIALITÉS ?

Avec la réforme, les parents des futurs lycéens ont perdu leurs repères. D'où l'importance de prendre le temps de s'informer sur le fonctionnement du lycée de son enfant. « J'imaginai de multiples combinaisons de spécialités, comme la mère de Maïwen qui rentre en seconde. Finalement, dans son lycée, il n'y a pas autant de choix que ça. »

QUAND FAIRE LES PORTES OUVERTES DANS LE SUPÉRIEUR ?

Le plus tôt possible pour permettre aux lycéens de se projeter. En général, elles sont organisées au printemps. « Nous y sommes allées deux années de suite avec ma fille, remarque la mère d'Emma, en terminale. La 2^e fois, j'ai bien vu que son projet avait sédimenté dans son esprit. »

QUE PENSER DES COACHS EN ORIENTATION SCOLAIRE ?

L'inquiétude parentale est un terrain de détresse idéal pour ce marché en plein essor. Mais la profession non réglementée ne possède pas de diplôme d'État et ces coachs ont des prix qui peuvent monter très haut pour juste un entretien d'1h30... sans garantir le miracle attendu. Les psychologues de l'Éducation nationale ont un bac + 5 et reçoivent gratuitement dans les centres d'information et d'orientation (CIO).



Un accompagnement... sans pression

Son stress est-il contrôlable ?

Un stress lié à un contrôle à venir est différent d'un stress générant des émotions qui sèment la confusion. Dans le premier cas, le stress peut être résolu en appliquant des méthodes de travail (planification, fiches) apprises en classe. Dans le second cas, sa résolution demande au préalable des compétences émotionnelles : comprendre, identifier et réguler ses émotions pour, *in fine*, gérer son stress.

J'aime/je n'aime pas.

Le choix des spécialités est certes un déterminant pour la poursuite de ses études. Mais si les lycéens s'orientent vers des spécialités qui leur plaisent et dans lesquelles ils réussissent, il n'y a pas de raison qu'ils se trompent complètement. En cas d'intérêts diversifiés, certains choix peuvent ne pas correspondre à la cohérence

attendue sur Parcoursup. Mieux vaut le savoir et, dans ce cas, être davantage stratégique.

Faire des choix... positifs !

Exit la question vertigineuse : « Qu'est-ce que tu veux faire plus tard ? » Demandez-leur plutôt : « vu ta personnalité et tes valeurs, qu'est-ce que tu aimerais apporter à la société ? » ; ou bien : « dans quels domaines penses-tu être bon ? » Aidez-les également à se centrer sur leurs forces : quels sont leurs qualités et leurs points forts du point de vue académique, mais aussi du point de vue compétences sociales. C'est plus facile de se projeter avec une approche positive. L'idée est d'ouvrir les horizons et d'imaginer plusieurs scénarios sur Parcoursup. Sans oublier que, s'ils changent d'avis, il existe des procédures de réorientation en première année d'études supérieures.



Coup de com', les stages de 15 jours imposés aux élèves de seconde en 2024 ont achevé de désorganiser un lycée déjà malmené par les réformes Blanquer.

Cet été, on part tous en colo !



Séjours sportifs
Stages artistiques
Multiactivité
100% Fun

www.vacances-pour-tous.org





Quoi faire... quand il ne sait pas quoi faire ?

C'est le casse-tête. Alors que les plateformes exigent des choix d'orientation de plus en plus précoces, votre ado, lui, soutient qu'il n'a aucune idée de ce qu'il veut faire plus tard.

Texte : MARIANNE PEYRI

“**T**out d'abord, il ne faut pas dramatiser. Ne pas savoir ce qu'on veut faire comme métier plus tard est tout à fait normal à l'adolescence, période où l'on pense davantage aux copains, au sport, aux sorties... Il ne faut pas trop s'inquiéter », rassure Géraldine Duriez, psychologue de l'Éducation nationale. Exerçant dans l'académie de Créteil, elle reconnaît recevoir, parfois, des jeunes angoissés « de ne pas savoir ». « On voit à l'inverse des jeunes qui se prononcent très tôt sur le choix d'un métier. Ce n'est pas forcément mieux, ils savent qu'ils répondent à une demande sociétale et se sentent en quelque sorte dédouané de devoir réfléchir à la question de l'orientation. »

S'il est inutile de brusquer et mettre la pression, il est important cependant lorsqu'ils sont en fin de collège, de les pousser à réfléchir et d'éveiller leur curiosité. Il existe des centaines de métiers et la plupart des jeunes ignorent leur existence, en quoi ils consistent et s'ils pourraient leur plaire. « Les parents, déjà, peuvent évoquer en famille des métiers qu'ils connaissent,

décrire leur propre travail, comment se passe leur journée, qu'est-ce qui leur plaît ou déplaît, inciter leur enfant à poser des questions à l'entourage, passer une journée avec un oncle pâtisier... », conseille Géraldine Duriez.

Partir des centres d'intérêt et des loisirs

En partant de ses centres d'intérêt à l'école, comme dans ses loisirs, on peut aussi commencer à identifier avec lui de grands domaines, se renseigner lors de salons de l'orientation, de portes ouvertes dans certains établissements de formation ou lors de forums étudiants. Les stages sont aussi de belles opportunités pour nourrir sa réflexion, à condition de bien les effectuer dans des secteurs qui l'attirent et non parce qu'on connaît, dans notre entourage, un tel ou un tel dans telle ou telle entreprise.

Si un stage s'avère décevant, « il est important aussi de nuancer, de lui dire que ce qu'il a vécu pendant une semaine n'est pas forcément représentatif », ajoute la psy-EN qui incite les jeunes et leurs parents à avoir recours aux professionnels de l'orientation des

+

2 CONSEILS

1.

La question qui fâche

« Alors qu'est-ce que tu veux faire comme métier ? ». La question très directe, posée fréquemment par nombre d'adultes, peut créer une forme de désarroi chez l'adolescent, âge où il est par ailleurs compliqué de parler de soi. À éviter.

2.

Différentes approches possibles

Pour l'aider à réfléchir et à s'exprimer, on peut ainsi aborder le sujet de façon plus indirecte : as-tu envie d'études longues ou de travailler rapidement, d'études théoriques ou pratiques ? Penses-tu donner tout ce que tu peux quand tu es à l'école ou être capable de travailler davantage pour entreprendre des études difficiles ? Préfères-tu être en extérieur ou en intérieur ? Quelles sont tes qualités ? Préfères-tu le travail en équipe ou une ambiance un peu compétitive ? Serais-tu attiré par un métier qui permette de bouger ou au contraire, plus statique, devant un ordinateur ?... Autant de réponses qui peuvent ouvrir de premières pistes.

CIO (centres d'information et d'orientation) et à ceux intervenant dans les établissements scolaires. « Nous pouvons faire passer des questionnaires d'intérêt, lui faire comprendre l'enjeu entre l'école, le projet de formation et un métier, proposer de premières pistes de formation dans certains domaines, apporter un regard extérieur, jouer un rôle aussi de médiateur entre lui et sa famille si nécessaire. Le plus important est d'ouvrir des pistes, de cheminer, estime Géraldine Duriez. Le choix c'est une démarche progressive ».



En savoir plus :

Internet

- **Avenir(s)** est une plateforme numérique gratuite pour aider chaque élève à s'orienter progressivement et sereinement, de la 5^e à la terminale.

En pratique

Plastique

Cantines : la loi Égalim à la peine



Les lobbies industriels du plastique tentent d'ébranler la loi Égalim, la première loi à protéger la santé des élèves contre les pesticides et les perturbateurs endocriniens.

Texte : MARIANNE PEYRI

Depuis des années, les parents d'élèves s'étaient fortement mobilisés pour réclamer l'interdiction du plastique dans les cantines, que ce soit pour les barquettes de réchauffement, assiettes, gobelets ou pichets. Depuis plus de vingt ans, de fait, l'Organisation mondiale de la santé met en garde contre le danger des perturbateurs endocriniens contenus dans le plastique. De nombreuses études démontrent la nocivité de la migration des molécules chimiques contenues dans le plastique sur le système hormonal, avec des conséquences potentielles telles que puberté précoce, infertilité, troubles du comportement, obésité, cancers...

Des termes législatifs ambigus

Promulguée en 2018, la loi Égalim avait l'ambition de prévenir ces risques. Pour la première fois en France, elle avait fixé l'interdiction du plastique dans les cantines à partir de 2025 pour les villes de plus de 2000 habitants, et 2028 pour toutes les communes. C'était sans compter sur une confusion des termes de la loi. Cette dernière interdit, en effet,

les « contenants alimentaires de cuisson, de réchauffe ou de service en matière plastique », mais sans spécifier, contrairement au décret d'application, les termes « d'assiettes et de verres » : une faille législative dans laquelle l'industrie de la plasturgie s'est engouffrée. Face à cette attaque, le gouvernement a ainsi rétorqué, en début d'année, par un projet de décret autorisant l'usage de la vaisselle en plastique, se justifiant par la crainte que toute la loi Égalim ne soit bloquée. Une décision qui a provoqué un tollé. Grâce à une forte mobilisation des parents d'élèves et associations écologiques, le gouvernement a finalement fait volte-face. Mi-mars, la ministre de la Transition écologique, Agnès Pannier-Runacher a annoncé la réécriture de la loi pour interdire « tout ce qui est en plastique dans les cantines. »

Aucun contrôle, aucune sanction

La bataille est cependant loin d'être gagnée. L'industrie de la plasturgie évoque désormais pour défendre ses intérêts une réglementation européenne différente de celle appliquée en

LE NON-RESPECT DES PRODUITS DE QUALITÉ

La loi Égalim de 2018 est la première loi à aller au-delà des exigences des règles d'hygiène et d'équilibre nutritionnel. Elle exige 50% de produits sous label de qualité (AOC, label rouge...), dont 20% issus de l'agriculture biologique. Or, d'après une enquête de l'Association des maires de France réalisée en 2023, seules 18% des écoles respecteraient les seuils Égalim. De toutes les mesures prévues, ce serait celle sur la lutte contre le gaspillage, - qui a permis aux cantines de réaliser des économies -, qui serait la plus appliquée. Par ailleurs, en France, l'usage des pesticides, qui contiennent aussi des perturbateurs endocriniens, a augmenté malgré les différents plans éco-phyto, rendant l'eau du robinet impropre à la consommation dans plusieurs villes.

France. Par ailleurs, aucun observatoire efficace ni sanctions ne sont imposés par le gouvernement pour faire appliquer la loi. Celui-ci a, certes, mis en place un site officiel (ma-cantine.agriculture.gouv.fr), pour accompagner l'application de la loi Égalim et que les collectivités doivent renseigner, mais seuls les bons élèves s'y plient, donnant une cartographie faussée. De plus, même si certaines communes ont entrepris des investissements lourds pour remplacer des bacs en plastique de réchauffe par des bacs en inox, beaucoup continuent à acheter et réchauffer les aliments dans des emballages plastique sous vide. On sait pourtant, qu'avec la chaleur, le risque de relargage des perturbateurs endocriniens dans les aliments est majoré.

— Avec l'aide des parents FCPE : **Magali Della Sudda**, co-auteure de *Pas de plastique dans nos assiettes ! Des perturbateurs endocriniens à la cantine*, et **Anne Chauvet**, FCPE 31.

En pratique



Repères

Comment parler d'une maladie parentale à ses enfants ?

Le choc de l'annonce d'une mauvaise nouvelle à un enfant peut être atténué selon la manière dont on s'y prend.

Texte : ÉMILIE GILMER

Bien sûr, le bouleversement émotionnel généré par une telle annonce est inévitable.

Pourtant, selon les experts, la capacité de résilience des enfants est grande, à partir du moment où l'on transmet le bon niveau d'information, au « bon » moment, dans les conditions les plus sereines possible. Premier conseil : parler quand on a soi-même assimilé ce qui « nous » arrive. Si le message que l'on transmet est incertain (« je suspecte telle maladie »), on risque de provoquer une angoisse, alors même que l'on est sûr de rien. L'idée est plutôt de donner à son enfant des repères clairs (« J'ai passé des examens, je souffre de telle maladie, je vais suivre tel traitement pour me soigner ») tout en donnant des informations rassurantes sur la manière dont les choses vont se passer pour lui.

En effet, il est important que l'annonce de la maladie s'accompagne de « solutions » mises en œuvre pour assurer le quotidien et garantir sa sécurité affective et matérielle : « Quand je suivrai mon traitement, ce sont tes grands-parents qui viendront te chercher à l'école », « ta tante s'occupera de toi un week-end sur deux, etc. »

Certains parents, néanmoins, se sentent trop fragiles pour s'adresser directement à leur enfant. Dans ce cas, il est conseillé de faire appel à un tiers (un membre de son entourage, un médecin en qui l'on a confiance) pour aider à formuler l'annonce et éventuellement sécuriser l'enfant si les émotions des parents sont trop intenses. Celui-ci pourra expliquer qu'il est normal d'avoir envie de pleurer en de telles circonstances, de se sentir en colère ou révolté. De même, il est nécessaire de prendre garde au moment choisi pour faire cette annonce.

Laisser les questions venir

Mieux vaut éviter le soir avant d'aller se coucher. L'idée est de permettre à l'enfant de revenir vers ses parents, quelques heures après, pour pouvoir poser les questions qui le préoccupent. « Tu m'as dit ça tout à l'heure, qu'est-ce que ça veut dire exactement ? » Parfois, alors, les questions les plus « dures » arrivent dans un second temps : « Est-ce que ça veut dire que tu vas mourir ? » Des angoisses qui appellent des réponses simples, sincères, jamais de mensonge : « On n'en sait rien, mais on va tout faire pour que je guérisses. »



AVIS D'EXPERT



CATHERINE DEVOLDÈRE,
pédiatre et chef de service
au CHU d'Amiens

« **L'un des risques est d'en dire "trop".** Bien sûr les mots doivent être prononcés (par exemple, il s'agit d'un "cancer", le traitement s'appelle une "chimiothérapie"), mais il ne faut pas rentrer dans les détails (la description des effets secondaires par exemple), car cela va créer une grande angoisse chez l'enfant. Certains peuvent alors basculer dans un phénomène de "parentalisation", souhaitant protéger leur parent à tout prix, parfois en prenant en charge des choses trop lourdes pour eux. Le risque est qu'ils "quittent" l'enfance trop tôt. À l'inverse, penser que l'on "protège" un enfant parce qu'on ne lui dit rien de la maladie dont on souffre est une erreur. Les enfants "savent" parce qu'ils saisissent des bribes de conversation et ressentent que quelque chose ne va pas. Si on ne leur dit rien officiellement, ils se sentent trahis et se disent qu'ils ne sont pas dignes de confiance. Par ailleurs, comme les adultes, les enfants ont besoin de "se préparer". En effet, dans certaines situations où l'issue est malheureusement connue, parler avec son enfant l'aide à envisager la disparition de son parent. Le chagrin sera certes immense, mais le choc sera moins brutal. »

En pratique

En savoir plus

Guides

- « *J'ai des soucis dans la tête. Et si on en parlait ensemble ?* » pour les 8-12 ans et « *Et toi, comment tu vas ? Pour ne pas rester seule avec tes problèmes* » pour les 13-17 ans, édités par l'association **Sparadrap**.





Devoirs à la maison : un facteur d'inégalités qui perdure

Les études l'ont prouvé : les devoirs à la maison creusent les inégalités. Pourtant, et malgré leur interdiction dans le premier degré, ils sont aujourd'hui cautionnés par les programmes officiels et s'imposent encore largement aux élèves.

Texte : ÉMILIE GILMER

Le 7 janvier dernier, le Conseil supérieur des programmes (CSP) a publié un projet de programme en mathématiques pour le cycle 3 (du CM1 à la 6^e). Il y est évoqué, noir sur blanc, « des travaux proposés en dehors de la classe », jugés « indispensables pour consolider les acquis ». Stupeur chez nombre d'observateurs du monde de l'éducation : comment expliquer que ces dits travaux soient aujourd'hui encouragés par le CSP, alors même que les devoirs écrits sont interdits à l'école primaire depuis une circulaire¹ du 29 décembre 1956 ? « La croyance dans l'importance du travail hors la classe pour la réussite scolaire est très partagée, analyse Agnès Grimault-Leprince, maîtresse de conférences en sociologie. Par ailleurs, dans une école méritocratique, la valeur travail est centrale, et les devoirs à la maison une évidence. La dénomination de « devoirs », avec l'injonction

morale qu'elle porte, en est d'ailleurs la manifestation. »

Une réponse à l'angoisse parentale

Ainsi donc, dans de nombreux établissements du premier degré, des devoirs écrits sont donnés aux écoliers, parfois même en grande quantité. Une transgression de la loi qui a beaucoup à voir, par ailleurs, avec une forme de « pression » exercée par les parents d'élèves sur le corps enseignant. En effet, nombre de professionnels l'observent : les devoirs à la maison sont considérés comme un gage de sérieux par des parents angoissés par l'avenir (la peur de l'échec scolaire, l'accès difficile au marché de l'emploi, etc.) et qui ne disposent, souvent, d'aucun autre moyen de suivi de la scolarité de leur enfant. « La réussite scolaire de l'enfant est source d'inquiétude majeure pour la



70%

DES COLLÉGIENS sont aidés régulièrement pour effectuer leur travail scolaire. Une aide avant tout apportée par la mère.

(Source : Depp)

En pratique

plupart des parents et le fait qu'un enseignant ait des exigences qui se traduisent sous leurs yeux, voir leur enfant se donner du mal pour répondre aux attentes, peut les rassurer », confirme Agnès Grimault-Leprince.

Une efficacité incertaine

Pourtant, toutes les études le montrent : l'efficacité des devoirs à la maison demeure très incertaine, notamment au primaire. « Les données des enquêtes internationales dans le second degré vont plutôt dans le sens d'un effet positif des devoirs sur les performances scolaires. Car plus on avance dans le cursus, plus il est difficile de dégager en classe le temps nécessaire pour s'exercer, pour fixer les apprentissages, et le travail hors la classe peut apporter des réponses, précise Agnès Grimault-Leprince. En primaire, toutefois, l'intérêt des « devoirs » est beaucoup plus incertain. Dans tous les cas, c'est avant tout en classe que l'élève apprend. Et le travail donné à la maison, s'il est insuffisamment pensé, en termes de continuité avec les apprentissages en classe, en termes de temps nécessaire, en particulier pour les élèves les plus fragiles scolairement, en termes de ressources à solliciter, en termes de retour en classe, etc. peut perdre son intérêt et même devenir contreproductif. »

Un puissant facteur d'inégalités

Le constat est donc clair : s'ils sont susceptibles d'aider certains élèves dans leurs apprentissages, les devoirs à la maison renforcent chez d'autres un sentiment d'échec, tout en créant du stress et de fortes tensions dans de nombreuses familles. « Le travail qu'on ne réussit pas à faire, celui sur lequel on passe beaucoup de temps sans que cela se traduise par une meilleure réussite, dégrade fortement l'expérience scolaire », observe Agnès Grimault-Leprince. Car, rappelons-le : les élèves ne bénéficient pas tous des mêmes conditions pour effectuer ce travail... « Les recherches sur le travail scolaire hors l'école ont mis en évidence les processus par lesquels les "devoirs à la maison" contribuent au creusement des inégalités sociales de réussite, précise la professeure de sociologie. Les ressources disponibles, en temps et en compétences pour accompagner la réalisation des devoirs, sont très inégalement distribuées selon les contextes familiaux. Par ailleurs, le défaut d'explicitation des attendus et les faibles médiations de la part des enseignants, tâches prises en charge inégalement par une partie des parents, contribuent à renforcer le caractère inégalitaire des devoirs à la maison. » Selon la Depp², par exemple, trois collégiens sur dix n'ont aucune aide de leurs proches pour réaliser leurs devoirs.



ILS ONT DIT

“Les ressources disponibles, en temps et en compétences pour accompagner la réalisation des devoirs, sont très inégalement distribuées selon les contextes familiaux.”

—
AGNÈS GRIMAULT-LEPRINCE,
maîtresse de conférences en sociologie

Redonner du sens au travail personnel

Tandis que ces observations sont désormais connues et largement partagées, et que la France fait toujours partie des pays de l'OCDE où les inégalités scolaires sont les plus fortes et continuent de s'aggraver, des voix s'élèvent alors pour rappeler les effets néfastes des devoirs à la maison. C'est le cas de la FCPE, qui milite depuis plusieurs années pour davantage de clarté : « La règle est que l'enfant doit montrer à la maison ce qu'il a fait à l'école et non pas montrer à l'école ce qu'il a fait à la maison », rappelle-t-elle dans son projet éducatif. Concernant le second degré, elle souligne par ailleurs que « le travail personnel devrait amener les jeunes à mobiliser les connaissances apprises pour réaliser un travail individuel ou en groupe plutôt que de refaire des exercices déjà travaillés en classe. » Car les représentants d'élèves le martèlent : « Il importe que le travail personnel ait du sens pour les élèves et qu'ils trouvent dans l'établissement scolaire les moyens de le réaliser. »



POUR LA FCPE,
la relation
famille-école
peut et doit se
construire en
dehors des
devoirs à la
maison, grâce à
une information
réciproque, des
échanges sur des
préoccupations
communes et
l'organisation
d'activités
conjointes.

(1) Il y est indiqué qu'« aucun devoir écrit, soit obligatoire, soit facultatif, ne sera demandé aux élèves hors de la classe. Cette prescription a un caractère impératif ». Cette interdiction a été renouvelée plusieurs fois, dans différents textes, le dernier en date étant la loi d'orientation n°2013-595 du 8 juillet 2013.

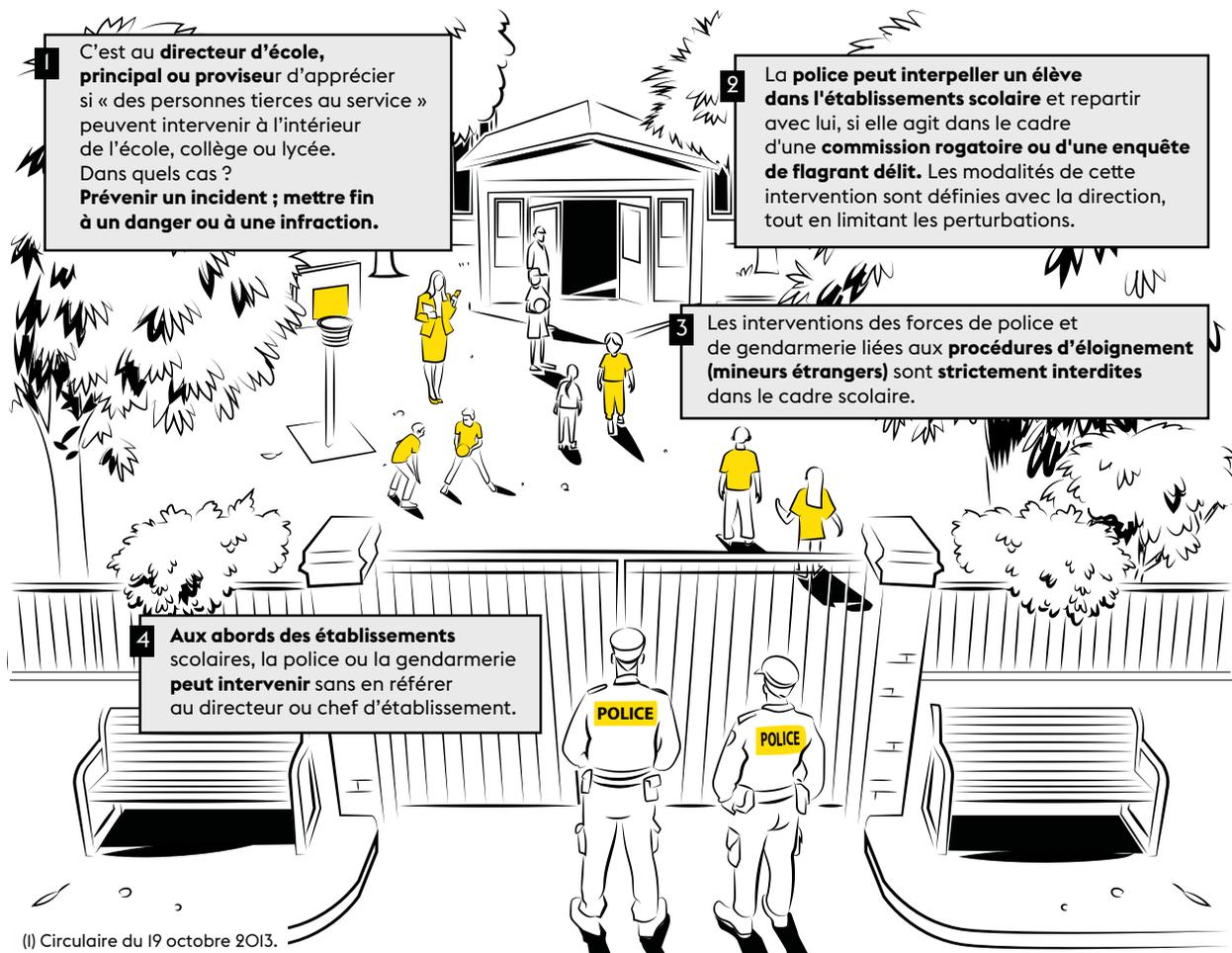
(2) Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance.

Décryptage

Les droits de la police à l'école

Des arrestations d'élèves, au sein des établissements scolaires, se multiplient. Quelles sont les règles en la matière ?

Illustration : DAVID LORY



(1) Circulaire du 19 octobre 2013.

L'AVIS DE LA FCPE

Le 22 janvier 2025, une élève du collège Paul Verlaine de Maizières-les-Metz, en Moselle, était interpellée dans son établissement pour être reconduite à la frontière belge. Le lendemain, plusieurs policiers entraient dans le collège Marais de Villiers à Montreuil pour arrêter et menotter un adolescent de 14 ans. Si dans le premier cas, la gendarmerie a reconnu « une erreur collective », dans le second, la direction des services départementaux de la Seine-Saint-Denis a précisé que cette interpellation avait été menée « dans le cadre d'une enquête concernant des faits survenus en dehors

de l'établissement, conformément aux procédures en vigueur, dans un espace isolé, hors de la vue des autres élèves ». Dans les deux cas, la position de la FCPE reste la même : l'école est un lieu d'apprentissage, et non celui d'une arrestation. Les interventions représentent par la forme qu'elles prennent **un acte de violence morale** perpétré à l'encontre de tous les élèves. Le recours aux autorités sera toujours un aveu d'impuissance : moins on recrute de personnels d'encadrement éducatif, plus on fait appel aux forces de police. Le renforcement du personnel pédagogique doit être la seule priorité.

T'AS TES RÈGLES, ET ALORS ?



POUR UNE DISTRIBUTION GRATUITE DES PROTECTIONS HYGIÉNIQUES DANS TOUS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES.

fcpé

Regards croisés

Comment l'IA va-t-elle bouleverser les pratiques pédagogiques ?

L'intelligence artificielle semble être le nouveau **grand méchant loup** de l'éducation. Or, elle n'est pas encore aussi prête qu'on ne le pense.

Propos recueillis par MICHÈLE FOIN



SALOMÉ COJEAN
Enseignante-chercheuse

Maîtresse de conférence en psychologie et sciences de l'éducation à l'université Grenoble-Alpes, Salomé Cojean est également titulaire d'une chaire au Multidisciplinary institute in artificial intelligence (MIAI).

“ Il n'y a pas besoin d'IA pour corriger un QCM. Quant à générer des feedbacks personnalisés, on n'y est pas encore.”

SALOMÉ COJEAN

Tous les élèves utilisent l'intelligence artificielle, mais seulement 20% des professeurs. Quels sont les problèmes liés à ce décalage ?

Salomé Cojean : La question de qui fait réellement les devoirs à la maison est vieille comme le monde ! Cela inquiétait moins quand il s'agissait d'Internet ou des parents. Mais on peut aussi voir les choses autrement, et considérer que l'IA vient réduire les inégalités pour ceux dont les parents ne sont pas en mesure de les aider. Cela oblige en revanche les enseignants à remettre à plat leurs objectifs, car l'IA interroge sur ce que les élèves doivent ou non apprendre, et sur ce qui pourra être automatisé.

Colin de la Higuera : Les élèves ne sont pas toujours capables de distinguer l'IA qui permet d'aider à apprendre de celle qui apprend à leur place. De leur côté, les enseignants, qui utilisent beaucoup moins l'IA, ne comprennent plus comment travaillent les élèves. Or, pour que l'élève travaille, il convient de poser les questions différemment, d'introduire davantage d'ambiguïté, de ne pas donner toutes les hypothèses, pour le pousser à chercher des informations ailleurs. Quant à voir Chat GPT comme le « Robin des bois de la tricherie », j'émetts des réserves. D'une part, tous ne peuvent s'offrir la version payante. D'autre part, dans les environnements socio-économiquement favorables, les familles ont conscience qu'il faut que leur enfant travaille pour s'en sortir. Dans les autres, est-ce qu'il y aura bien quelqu'un pour piloter le navire de l'apprentissage ? La corrélation est trop forte entre le degré de réussite et le milieu social pour que l'usage de l'IA soit neutre.

Quelles opportunités l'intelligence artificielle offre-t-elle aux pratiques pédagogiques ?

S.C. : L'IA permet d'aider les enseignants à personnaliser les apprentissages, car adapter les contenus pédagogiques, leur difficulté, leur présentation en fonction des difficultés des élèves demande beaucoup de temps. Il existe aujourd'hui des « exercices » qui adaptent le niveau des exercices en fonction de celui des élèves, pour qu'ils ne soient ni trop faciles, ni trop difficiles. D'autres adaptent la difficulté pour optimiser la motivation de l'enfant. Mais il reste encore beaucoup à faire.

C. diH. : Petit à petit, le ministère de l'Éducation nationale distille des applications dont les mots-clés sont la personnalisation et l'adaptabilité. Chaque élève se retrouve avec des activités en fonction de ses besoins. Cela existe déjà à l'école primaire, en mathématiques, en français et en anglais et c'est en train de monter au niveau du collège. Il faut examiner les opportunités de l'IA générative matière par matière. Car ce qui fonctionne pour l'une ne fonctionnera pas pour l'autre. Néanmoins, avec seulement 20% des enseignants utilisateurs de l'IA, cela risque d'être compliqué.

De quelle manière pourrait être utilisée l'IA dans les évaluations des élèves ?

S.C. : Il n'y a pas besoin d'IA pour corriger un QCM. Quant à générer des feedbacks personnalisés, utiles aux élèves, on n'y est pas encore. On pourrait imaginer que l'application analyse les stratégies de l'élève en temps réel, et fasse un compte rendu individualisé pour favoriser la mise en place de stratégies pertinentes. De nombreux travaux de recherche sont en cours actuellement, mais tout est loin d'être au point.

C. diH. : Quand on promet que l'IA va pouvoir corriger les copies, il faut se méfier. On voit bien que l'IA est voulue par des puissances financières colossales qui nous vendent ses avantages. Or, aujourd'hui, rien ne prouve que cela fonctionne dans le domaine éducatif ! Utiliser l'IA dans l'évaluation des élèves pourrait d'aboutir à des choses absurdes, comme de donner un exercice conçu avec l'IA, que l'élève réalise avec l'IA et qui serait ensuite corrigé avec l'IA.

La ministre de l'Éducation nationale prévoit de développer une IA souveraine. Qu'est-ce que cela apporterait ?

S.C. : Les études montrent que pour qu'on utilise un outil (IA ou non), il faut qu'il soit utile et qu'il fonctionne. Les facteurs éthiques sont certes importants pour les enseignants, mais ils préféreront Chat GPT à l'IA souveraine, si Chat GPT leur semble plus efficace. De plus, développer une IA souveraine va prendre du temps et beaucoup d'énergie. Or, les outils développés en France sont limités et contraints car nous n'avons pas la force de frappe des grands groupes américains. Je suis donc assez pessimiste sur son utilisation par les enseignants.

C. diH. : L'objectif d'aboutir à une IA que l'on contrôlerait davantage sur les aspects écologiques, la protection des données personnelles, la défense des droits d'auteur... est au cœur du développement des solutions dites « frugales », et cela va dans le bon sens. Tout l'enjeu est de décider si on commence à utiliser des outils imparfaits à l'école ou si l'on se contente de former les enseignants en attendant cette solution souveraine, entraînée sur des données européennes. Il est certain qu'une IA nord-américaine ou chinoise développée à coups de milliards de dollars sera toujours plus esthétique et plus rapide. Mais c'est un choix de société, car enseigner aux élèves à utiliser une



COLIN DE LA HIGUERA
Enseignant-chercheur

Professeur à Nantes université,
Colin de la Higuera est titulaire de la chaire
Unesco, Ressources éducatives libres et
intelligence artificielle (Relia).

IA construite sur les valeurs de ces pays pose un réel problème.

Quelle est aujourd'hui l'acceptabilité de l'IA ?

S.C. : On sait que les enseignants jugent l'IA plus négativement que les outils numériques classiques. Mais ils sont assez réalistes et savent qu'il va falloir qu'ils s'en saisissent. Plus les enseignants sont experts dans le fonctionnement de l'IA ou plus ils sont à l'aise dans leurs pratiques pédagogiques, plus ils l'acceptent. Ceux qui considèrent que leur plus-value est d'aider l'enfant dans le développement de ses émotions et de ses compétences, en interagissant avec lui, ne voient pas l'IA comme une menace. Les enseignants qui mettraient davantage la priorité sur la performance et les attendus scolaires, pourraient se sentir concurrencés par l'IA. Il ne faut pas négliger leurs craintes et leur expliquer qu'elle n'est pas faite pour les remplacer.

C. diH. : Il y a les enseignants passionnés, qui ont envie d'avancer, ceux qui sont en état d'intense frustration, et puis les désemparés qui ont besoin qu'on les prenne par la main. Ceux-là ont l'impression de passer pour des idiots face à des élèves dont ils pensent qu'ils ont tout compris de l'IA, alors que c'est faux. Ce que les élèves aiment dans l'IA, c'est qu'elle ne les juge pas, et qu'ils peuvent poser leurs questions autant de fois que nécessaire, dès qu'ils en ont besoin. Enfin, et c'est l'argument le plus dangereux, ils pensent que l'IA leur fait gagner du temps. Les parents ont donc un rôle important à jouer pour donner du sens aux apprentissages, et expliquer l'utilité de travailler telle ou telle matière, même si l'IA fait beaucoup mieux que leur enfant.

“
Ce que les élèves aiment dans l'IA, c'est qu'elle ne les juge pas, et qu'ils peuvent poser leurs questions autant de fois que nécessaire.”

COLIN DE LA HIGUERA



D.R.

Quand la pédagogie déploie ses voiles

En cette « année de la mer », des professeurs du collège Mont Duplan de Nîmes ont surfé sur l'actualité du Vendée Globe **avec leurs élèves déficients auditifs.**

Texte : MARIANNE PEYRI

“ **L**e voyage autour du monde », c'est le thème que nous avons choisi de traiter tout au long de l'année, un sujet très

ouvert dont tous les professeurs pouvaient s'emparer selon sa matière », expliquent Ingrid Barral et Amélie Causse, les deux professeures de l'UEE – unité d'enseignement externalisée – du CROP Paul Bouvier¹. Les neuf collégiens en situation de handicap qu'elles encadrent, répartis en deux groupes selon les âges et certaines matières, bénéficient, au sein du collège Mont Duplan de Nîmes, à la fois de cours dans cette unité externalisée et en milieu dit “ordinaire”. « Ces élèves sont suivis par une équipe pluridisciplinaire : enseignants, éducateur, psychologue, professeur de langue des signes, interface pédagogique et psychomotricienne. Cette dernière, Annabelle Jocatey, a ainsi proposé de rebondir sur l'actualité en nous appuyant sur le Vendée Globe. Nous ne savions pas si cela allait intéresser les élèves, mais très vite, ils se sont investis et pris au jeu », racontent les deux enseignantes.

C'est en cours d'arts plastiques que la thématique a été abordée en premier : découverte d'œuvres en lien avec la mer, sortie *street art* dans la ville, réalisation de peinture de la mer et de bateaux en matériaux recyclés. Puis, après avoir

étudié le livre *Le Tour du monde en 80 jours* de Jules Verne, le groupe de 6^e et 5^e a commencé, en français, à étudier des textes à partir du site du Vendée Globe Junior. « Cela a permis l'apprentissage de mots de vocabulaire notamment marins, de travailler la lecture, l'orthographe, la rédaction..., témoigne Ingrid Barral. On découvrait comment vivent les skippers sur un bateau. Sur une carte interactive, nous suivions l'avancée des skippers. L'aspect compétition était très porteur. Chaque élève a aussi mené des recherches sur un skipper en particulier. C'était enthousiasmant pour eux d'aborder un thème d'actualité, d'utiliser l'outil informatique autrement que pour aller sur les réseaux sociaux. »

Donner de la cohérence aux apprentissages

Joies, déception, étonnement devant des exploits tels celui de Violette Dorange montant à plus de 28 mètres en haut de son mât, ont ainsi, durant l'automne, accompagné l'ensemble des apprentissages. « Par exemple, en géographie, nous avons travaillé sur les zones traversées par les skippers, en sciences sur le vent, en maths sur le calcul des distances et des temps de déplacement des bateaux, ce qui est beaucoup plus motivant qu'un exercice sur papier », décrit Amélie Causse.

Selon les deux professeures, travailler sur un thème commun s'est révélé très bénéfique. « Cela permet de ne pas sectoriser les disciplines, de donner de la cohérence aux apprentissages, une globalité très importante pour ces élèves qui peuvent avoir plus de mal à faire des liens. Ce type de projet leur apprend à structurer leur pensée et à mieux connaître aussi l'environnement dans lequel ils vivent. Si des élèves avaient de questions, nous pouvions leur dire, “Très bien, nous verrons cela en maths ou en géographie”, et ainsi répondre à leurs attentes et leur curiosité. »

Un travail d'exposés tant en français qu'en arts plastiques, finalisé en technologie, a permis également à ces jeunes souffrant d'un trouble auditif de s'exercer, selon le degré de leur handicap, à l'oralité, « soit un exercice à la croisée entre pédagogie et soin », précisent les enseignantes. Elles se réjouissent par ailleurs que ce projet, qui se poursuit tout au long de l'année, ait permis de créer des liens avec les familles. « On l'a bien vu, avec l'arrivée du Vendée Globe qui était un dimanche..., les élèves étaient fiers de dire qu'ils l'avaient suivie à la télé avec leurs parents. »

(1) Centre médico-social qui accueille des jeunes porteurs de déficience auditive ou de troubles du langage.



Inès, 12 ans
12kg sur le dos

La FCPE, ce sont des parents qui organisent nationalement des pesées des cartables pour la santé des élèves.

**Il y a mille raisons
de nous rejoindre.
Et chacune a
son importance.**



Adhérez !

**Parents
FCPE,
le pouvoir
d'agir**



Nos actions

En Haute-Garonne, dans l'Yonne, en Île-de-France, dans le Finistère... Avant les derniers arbitrages, **la protestation s'organise** contre la carte scolaire 2025.



© Tatiana Martinez

NATIONAL

Les parents en lutte contre les fermetures de classes

Texte : LAURENCE GUILLERMOU

Malgré l'annulation par le Premier ministre en janvier des 4000 suppressions de postes prévues au budget 2025, plus de 5000 fermetures de classes à la rentrée, selon le Snuipp-FSU. Pour Grégoire Ensel, vice-président de la FCPE, « le curseur baisse de plus en plus. Là où il y a dix ans, on maintenait la classe sans problème, on la ferme à effectif équivalent ». Une occasion manquée d'améliorer la qualité de l'enseignement en privilégiant des effectifs réduits dans les classes.

La rentrée 2025 s'annonce une fois de plus catastrophique pour l'école publique en Île-de-France, et en particulier à Paris, où la mobilisation prend de l'ampleur. Alors que la baisse démographique aurait pu être l'occasion d'améliorer les conditions d'apprentissage, les pouvoirs publics font un choix alarmant : suppressions massives de classes et de postes, coupes budgétaires, arrêt de la décharge des directeurs d'école, affaiblissement des dispositifs d'inclusion... Des décisions injustes et inacceptables ! Paris, qui ne représente que 3% de la baisse démographique nationale, subira

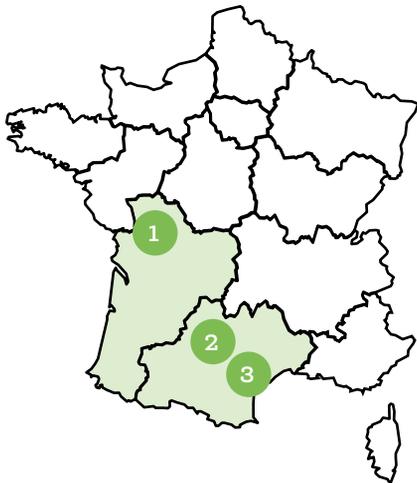
pourtant 23% des suppressions de classes et de postes au niveau national. Côté second degré, avec des dotations horaires globales (DHG) encore en baisse, les effectifs par classe vont exploser, des options seront supprimées et les dispositifs d'accompagnement disparaîtront. Après une première mobilisation le 14 février, jour de la Saint-Valentin où les écoles parisiennes ont célébré une forme d'amour bien particulière, celui de l'école publique, la FCPE Paris s'est mobilisée massivement avec les enseignants le 11 mars, puis le 20 mars pour dénoncer les fermetures de classes programmées.

Pour une répartition équitable des fonds publics entre public et privé

Les parents d'élèves ont revendiqué : le maintien des moyens alloués aux écoles publiques parisiennes pour assurer des conditions d'apprentissage dignes ; une répartition équitable des fonds publics entre l'enseignement public et privé, et la fermeture effective de classes dans les établissements privés ; une baisse des effectifs par classe.

D'autres mobilisations ont eu lieu dans l'Essonne pour réclamer des moyens pour les collèges du département et à Toulouse, où les parents organisent des rassemblements devant les rectorats ou les conseils départementaux. En Moselle, 83 fermetures de classes sont prévues. En Dordogne, douze sont en danger. De nombreux autres départements sont touchés. Toujours avec la même explication. Le taux d'encadrement par classe qui serait largement suffisant.

Dans les départements plus ruraux comme l'Yonne, la saignée est aussi importante : l'académie de Dijon perdra, en effet, à la rentrée 2025, 2616 écoliers et 700 collégiens et lycéens. Les mesures sont sévères : 60 postes en moins pour le premier degré, et 50 pour le second degré. Les parents sont inquiets et cherchent à faire front pour défendre notre bien commun, avec d'autres départements. Parfois ce sont des classes uniques qui ferment dans des villages où certains maires expriment leur crainte : « La commune va finir comme un grand Ehpad ».



2

TARN-ET-GARONNE

Carton plein pour Ma course d'orientation !

Pour la 3^e année, la FCPE Tarn-et-Garonne, en partenariat avec la préfecture de Tarn-et-Garonne et la Ligue de l'Enseignement 82, a organisé le 5 février dernier son forum "Ma course d'orientation", à Castelsarrasin. Destiné aux parents d'élèves, collégiens et lycéens, l'événement a pour ambition d'apporter des informations clés afin de guider chacun avec confiance à travers les étapes cruciales de l'orientation. Chacun a ainsi eu l'opportunité de rencontrer, réunis dans un même lieu, des professionnels issus de nombreux secteurs d'activité, ainsi que des représentants d'établissements scolaires post-collège et post-bac du Tarn-et-Garonne.



© Département de Haute-Garonne

1

DEUX-SÈVRES

Lutter contre la précarité menstruelle



Du 1^{er} février au 20 mars 2025, la FCPE des Deux-Sèvres a ouvert une boutique en ligne, offrant la possibilité à ses adhérents et non-adhérents, d'acheter des culottes de règles, des serviettes hygiéniques lavables et des pochettes de transport imperméables à prix réduits. En lançant cette idée, le conseil départemental a voulu répondre à un sujet de société. Si le prix, l'aspect écologique et la santé des femmes sont deux raisons pour lesquelles les bénévoles ont planché sur ce projet, les parents d'élèves ont aussi souhaité porter le message que les règles ne doivent plus être un sujet tabou au sein des familles. De Thouars à Niort tout en passant par Bressuire, les lycées comme les collèges ont relayé l'opération et ont été conquis par le dispositif.



EN SAVOIR PLUS :
Internet 79.fcpe.asso.fr

Un regard concret sur les réalités du monde du travail

Des ateliers en petits groupes, accessibles sur inscription, ont permis des échanges privilégiés, tandis qu'un accompagnement personnalisé, assuré par des professionnels, des étudiants et des parents d'élèves, était proposé aux jeunes. Une conférence consacrée à Parcoursup, animée par le centre d'information et d'orientation (CIO) a complété le programme. Des témoignages d'anciens étudiants et de jeunes professionnels ont également apporté un regard concret sur les réalités du monde travail.

Enfin, un espace spécial "métiers d'avenir et nouvelles technologiques" a été imaginé pour faire découvrir aux visiteurs des domaines en pleine expansion et porteurs d'opportunités. Et autre nouveauté cette année : en amont du rendez-vous, la FCPE Tarn-et-Garonne avait compilé sur un padlet dédié, l'ensemble des informations pratiques nécessaires. Une idée à reproduire !



EN SAVOIR PLUS :
Internet 82.fcpe.asso.fr



3

HAUTE-GARONNE

La fin des transports gratuits !

Dans le cadre de son budget primitif 2025, adopté à l'unanimité le 25 mars, le conseil départemental de la Haute-Garonne a décidé que le transport scolaire sera payant à partir de la rentrée scolaire de septembre 2025. Les familles concernées devront s'acquitter d'un forfait de 30 euros pour l'inscription, et de 15 euros par enfant. Une mesure que le président Sébastien Vincini a justifiée par les difficultés financières engendrées par le projet de loi de finances 2025 du gouvernement. « On rend l'école payante et nous ne sommes pas d'accord avec la fin de la gratuité des transports scolaires », a aussitôt commenté, auprès des médias, Éric Pinot, président de la FCPE 31.

43 800

ÉLÈVES DU DÉPARTEMENT

sont concernés par le ramassage scolaire, soit un budget de 20,6 millions d'euros par an.

Portrait



Benjamin Flohic, 24 ans, préside Cop1, association de lutte contre la précarité étudiante qui a distribué plus de 100 000 paniers alimentaires en 2024.

La précarité étudiante n'est pas un "passage obligé"

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

66 Cela devait durer le temps du Covid, pour aider quelques dizaines, voire quelques centaines d'étudiants. Mais, comme le confie Benjamin Flohic, « ça a pris une ampleur assez dingue ». L'histoire commence à l'été 2020, lorsque cinq amis, étudiants à Paris, créent l'association Cop1. « On sortait du confinement et on avait pas mal de potes qui avaient perdu leur job étudiant et qui s'apprétaient à aller aux Restos du cœur », se souvient le jeune homme. Une collecte (et un partenariat avec une banque alimentaire) plus tard, Cop1 lance sa première distribution dans le 5^e. Une centaine de paniers est prévue – aujourd'hui, chacun contient 7 à 10 kg de produits ; fruits et légumes locaux, parfois bio, épicerie, boulangerie et produits d'hygiène – mais plusieurs centaines d'étudiants s'inscrivent... Au bout de deux mois, l'association organise déjà trois distributions par semaine, puis,

en 2021, ouvre une première antenne à Angers et reçoit le soutien de nombreux financeurs ; publics (mairies, régions, État, facs, Crous), comme privés (des fondations notamment). En 2025, Cop1 est implantée dans 25 villes, compte 25 salariés et 5000 étudiants bénévoles (dont 40 % sont eux-mêmes bénéficiaires).

Une situation inacceptable

« Le Covid a accéléré la visibilité de cette précarité étudiante mais l'a aussi accentuée », analyse Benjamin. Sauf que depuis, le besoin ne s'atténue pas. « Notre baromètre annuel réalisé avec l'IFOP montre que la pauvreté étudiante stagne à un niveau très élevé, note le jeune homme. Aujourd'hui, un étudiant sur deux saute un repas pour des raisons financières. » Cop1 le dénonce : les réponses apportées à la précarité ne sont pas suffisantes, laissant à penser que la pauvreté pendant les études est une sorte de « passage obligé ». « Nous, on pense que ce n'est pas normal qu'une puissance mondiale comme la France, qui a un modèle social qui fonctionne, laisse sa jeunesse dans cette situation. » Originaire d'Auray, dans le Morbihan, lui n'a pas eu à connaître cette précarité, mais son éducation « tournée vers les autres » l'engage à refuser la fatalité. Étudiant en master Industrie de la musique (après un cursus de droit et de sciences politiques à la Sorbonne), il confie : « Aujourd'hui, mon ambition est de continuer à m'engager pour Cop1, car cela me tient à cœur et me passionne. »

"Par" et "pour" les étudiants

Dans six mois, Benjamin Flohic – qui est aussi conseiller régional de Bretagne – deviendra salarié de l'association (au poste de directeur général) et laissera sa place de président à un nouvel étudiant. « Car on y tient, c'est une association "par" et "pour" les étudiants. » Une caractéristique qui donne d'ailleurs à l'association toute sa vitalité : « On imagine en permanence de nouvelles formes d'action », dit-il. Cop1 est d'ailleurs devenue une porte d'entrée pour orienter les jeunes vers d'autres services autour du logement, des difficultés familiales ou psychologiques. Et continue d'innover. Exemple avec le Cop1 festival : « L'idée était d'avoir un gros événement culturel de rentrée pour rendre la culture accessible aux étudiants tout en sensibilisant le public à la question de la précarité étudiante. » Depuis la première édition en 2023, on se donne rendez-vous au Zénith de Paris, puis en tournée, à Lyon, Marseille, et Angers. Dernière initiative : l'ouverture de la cantine "La Cop1ne", avec un menu à 3€ et un menu de soutien à 10€, dans le 14^e. Histoire de toujours démultiplier cette logique de solidarité...

99



1

Il • elle défend les droits de tous les enfants de l'école.

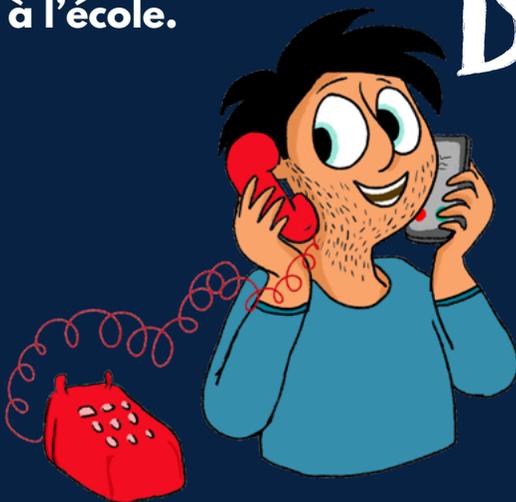
2



Il • elle recueille l'avis des parents pour porter leur voix en conseil d'école, en conseil de classe ou en conseil d'administration.

3

Il • elle sait qui contacter au bon moment pour les petits et grands problèmes qui surviennent à l'école.



LES 5 ACTIONS CLES DU PARENT DELEGUE

fcpe

4



Il • elle est soutenu • e dans ses initiatives par un réseau national et il • elle peut impulser pétitions, manifestations quand cela est nécessaire.

5

Il • elle organise la solidarité pour favoriser la gratuité de l'éducation.





Pour une Convention citoyenne sur l'éducation

SIGNEZ
ET PARTAGEZ
NOTRE PÉTITION



~ le mouvement